

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES PIERRES DU PERIGORD

2561 ROUTE DES CARRIERES
24210 Limeyrat

Références : DiPa/UbD24-47/225/2025
Code AIOT : 0005204792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement LES PIERRES DU PERIGORD implanté 2561 ROUTE DES CARRIERES 24210 LIMEYRAT. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plaintes : un riverain proche de la carrière se plaint régulièrement de nuisances environnementales telles que les bruits, les poussières et le trafic lourd.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES PIERRES DU PERIGORD
- 2561 ROUTE DES CARRIERES 24210 LIMEYRAT

- Code AIOT : 0005204792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 07 janvier 2015 autorise l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Limeyrat au bénéfice de la société «Les Carrières de Bontemps» pour une durée de 30 ans.

La production annuelle maximale autorisée actuellement est de 21 500t/an. Cette production peut être portée à 75 000t/an sous réserve de la mise en service d'une desserte alternative à la traversée du bourg de la commune d'Ajat.

Le principe d'exploitation du banc calcaire repose sur une extraction, à ciel ouvert, en fouille sèche, à l'aide d'une haveuse. La découverte est réalisée par tirs de mine et au moyen d'un brise-roche.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-01-03 du 02 février 2023 porte sur le transfert de l'autorisation d'exploiter au bénéfice de la SAS Les Pierres du Périgord - filiale des groupes : Les carrières de Thiviers et HBI HOLDING (carrières Iribarren).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 2.4	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 7	Sans objet
3	Equipements acoustiques	Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 10.1.4	Sans objet
4	Bruits et Vibrations	Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 10.1.5	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 13.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection permet d'évaluer simplement les inconvénients environnementaux, tels que le bruit et la poussière, au droit de la propriété du plaignant.

La visite s'est prolongée dans la carrière et des échanges téléphoniques ont eu lieu pour la partie administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 2.4

Thème(s) : Situation administrative, GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La production annuelle maximale de matériaux calcaire à extraire et à traiter sur le présent site est fixée à 70 000 tonnes tout usage confondu. Ce tonnage maximal annuel ne peut être atteint que sous la réserve de la mise en service d'une desserte alternative à la traversée du bourg de la commune d'Ajat.</p> <p>Dans attente, la production annuelle maximale de matériaux calcaire à extraire et traiter sur le présent site est fixée à 21 500 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifiés. Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet (Application GERE).</p> <p>Le compte Gere a été actualisé et les déclarations relatives aux années d'exploitation 2023 et 2024 ont été faites dans Gere; les tonnages maximums ont été respectés au regard de ces déclarations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre (P.À.) sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ; - les limites du périmètre extractible (PE) ; - les bords de la fouille, - les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs et notamment des carreaux (cote NGF), - les zones en cours d'exploitation, les zones déjà exploitées non remises en état, les zones remises en état, la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 6.2 ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - ... <p>Ce plan est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente.).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation est conforme. Il est cohérent avec la réalité du terrain et fait apparaître les cotes d'altitude des points significatifs, notamment du carreau ainsi que les zones remises en état.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan peut être complété en reportant les points suivants :

- indiquer les pistes principales,
- indiquer les limites de l'emprise de la phase quinquennale en cours (zone exploitée et zone de remise en état),
- la position des ouvrages piézométriques,
- la position des appareils de mesures (bruits, poussières...). Ceux-ci doivent être identifiés en concordance avec les résultats indiqués dans les rapports.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Equipements acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 10.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Equipements acoustiques

Prescription contrôlée :

Des travaux d'insonorisation doivent être réalisés sur les installations extérieures au bâtiment A. Des merlons doivent être édifiés localement en bordure des fronts en direction des lieux dits « Bouygeas » et « Prunerède ».

L'unité mobile de concassage doit se trouver à une distance minimale de : + 500m des habitations les plus proches et + 300m de la voie communale n°3.

Constats :

La société précise les mesures mises en place afin de limiter les bruits aériens ou des vibrations mécaniques, suivantes :

Pour limiter les bruits aériens :

- comme constaté lors de l'inspection, des merlons ont été mis en place,
- À l'exception de la machine pour la réalisation des pavés Gavroches, toutes les machines sont situées dans l'usine qui est entièrement bardée. Un projet et un affichage sont actuellement à l'étude pour barder également la machine à pavés,
- les activités d'extraction au sein de la carrière sont autorisées de 7h00 à 17h00. Les activités de BRH ne débutent qu'à partir de 8h00,
- des mesures de bruits dans l'environnement sont effectuées tous les 3 ans afin de garantir le respect des valeurs réglementaires. L'étude d'impact sonore initiale sera mis à jour prochainement.

Pour limiter les vibrations mécaniques :

- des détonateurs électroniques et la méthode dite de bi-détonation sont utilisés permettant de minimiser les vibrations,
- la charge unitaire d'explosifs a été réduite ainsi que la charge totale,
- des mesures sont effectuées à chaque tir afin de garantir le respect des valeurs réglementaires,
- la commune de LIMEYRAT est prévenue avant chaque tir.

Ces mesures mises en place limitent les bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruits et Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 10.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un an à compter de la notification du présent arrêté puis au moins tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection de l'environnement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé au droit des zones à émergence réglementées. Une mesure de la situation acoustique devra, notamment, être effectuée à la première mise en service de l'installation de concassage mobile.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2022, il a été confié la réalisation d'une étude acoustique au bureau d'étude « APB Acoustique ».</p> <p>Ces mesures de bruit ont été effectuées sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au droit des habitations de 3 élus et du maire de la commune de Brouchaud, - au niveau du portail d'un riverain (Monsieur Grandcolin). <p>Le rapport, en date du 21 novembre 2022, vise à étudier l'impact des bruits aériens générés par 4 carrières en production simultanée dans 4 lieux-dits distincts : Les Bouygeas (plaignant), La Meyssellie, Saint-Just et La Roussellie.</p> <p>L'exploitation simultanée des 4 carrières respecte les valeurs limites de l'émergence réglementaire sur l'ensemble des points de contrôle.</p> <p>En novembre 2024, de nouvelles mesures ont été réalisées par le bureau d'étude "APB Acoustique". Le cahier des charges concernant les périodes et les implantations a été établi par l'exploitant et les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Le rapport Évaluation Environnementale Acoustique du bureau de contrôle APB ne présente pas de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 13.3
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'un cautionnement solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée en fonction de la période concernée.</p>
Constats :

Les garanties financières sont à jour.
Attestation valable jusqu'au 06/01/2030.

Type de suites proposées : Sans suite